

# LA COMMUNE DE PARIS

## MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

S'adresser pour l'administration au citoyen Sobral, directeur-gérant;  
Pour la rédaction au citoyen CABAIGNE, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 46. (Affranchir.)

ON S'ABONNE A PARIS :  
RUE DE RIVOLI, 46.

|                  | Paris. | Départ. |
|------------------|--------|---------|
| 5 mois . . . . . | 6 fr.  | 9 fr.   |
| 6 — . . . . .    | 12     | 18      |
| Un an . . . . .  | 24     | 36      |

Paris, 11 avril.

« Calomniez ! calomniez ! » s'écriait Basile, il en reste toujours quelque chose. » Basile était passé maître en ce genre ; s'il n'est pas l'inventeur, au moins a-t-il su conquérir le rang que l'opinion publique assigne aux vulgarisateurs.

Comme il arrive toujours, Basile a trouvé de nombreux disciples, actifs, bien épiant, perfides surtout, qui bientôt ont laissé le maître en arrière. Celui-ci cultivait avec soin la calomnie privée ; les nouveaux adeptes ont appliqué sa science à la politique, posant ainsi la calomnie comme base des menées provocatrices et réactionnaires : desseins dignes en tout point de ces grands cœurs.

Les partisans de la régence se distinguent surtout dans la pratique de cette belle doctrine. D'autres qu'eux, moins aiguillonnés par l'ambition, se seraient contentés de la feuille de laurier si bien acquise par leur absence au rendez-vous du 22 février ; eux ne le pouvaient en conscience. Revenus du premier étourdissement, ils se sont de nouveau lancés dans la vie publique, et la manifestation du 17 mars ayant un peu dérangé leur plan, ils sont retournés à l'axiome de Basile, revu, augmenté et surtout appliqué selon toutes les prescriptions de la prudence.

Mais la réussite ne suit pas invariablement les combinaisons les plus savantes. Ce n'était pas tout de faire décrier sourdement les républicains les plus énergiques et les plus fidèles, encore fallait-il faire qu'ils ne s'en aperçussent pas trop tôt, ce qui, malheureusement pour les réacteurs, a eu lieu. De la connaissance du fait à la cause, la recherche ne devait être ni difficile ni longue. Voilà donc aujourd'hui les habiles démasqués, au moins devant ceux qu'il leur importait le plus de voir non instruits.

Rien n'est si lâche, il faut le dire, qu'une pareille conduite. Rien ne détruit en aussi peu de temps l'opinion qu'on pouvait avoir eue jusqu'ici de l'habileté de tel ou tel. Cette mauvaise queue des inspirations de Louis-Philippe est-elle destinée à un meilleur succès que la grande politique ? Assurément non ; les meneurs de l'un et de l'autre temps doivent tomber dans la même fosse, et ils y tomberont s'ils continuent.

Pourquoi attaquer ainsi dans l'ombre ce qu'ils glorifient tout haut ? Question naïve, en vérité. Comment veut-on qu'ils s'y prennent ? — Ne pourraient-ils se montrer en plein soleil ? N'ont-ils pas, comme d'autres, la puissance de marcher en colonnes ? — Oui, s'ils avaient assez de courage pour le faire ; mais cet élément capital manquant, il faut user de menées ténébreuses, faute de pouvoir se risquer au grand jour. Il le faut, disons-nous, car tous ces héros, à cœur de pain d'épice, ne sauraient abdiquer leur vaste et généreuse ambition ; or, comme ils n'ont pas de quoi la défendre *coram populo*, force leur est de recourir aux moyens sombres et à la stratégie de Basile.

Cependant cette voie est dangereuse. Quelle voie n'a ses dangers ? Que nos ennemis emploient contre nous cet infâme moyen de la calomnie, crime beaucoup plus lâche que celui des voleurs de grand chemin ; ils peuvent le faire tout à l'aise, sans crainte de représailles : nous nous gardons de tomber si bas, ils le savent bien. Mais qu'auraient-ils à répondre si, las enfin de suer le mépris sur tant de bassesses, il nous plaisait de jeter en place publique l'acte d'accusation de certains héros de la régence, même aux barricades du 24 février ? ou bien encore, de certains autres dont le plus grand méfait n'est pas celui d'avoir laissé sans un souvenir de braves et intègres républicains avec lesquels ils partagèrent, en d'autres temps, une fortune perdue jusqu'au dernier sou pour soutenir la cause républicaine ?

Faut-il dire un mot de plus à cette coterie de réactionnaires clandestins ? Faut-il leur apprendre que nous avons à notre disposition des pièces écrites, plus terribles qu'un boulet de canon ?

Qu'ils cessent donc leurs manœuvres honteuses. S'ils ont de l'ambition, qu'ils la manifestent haute et digne. Toute ambition personnelle tombe jusqu'à l'intrigue et devient dès lors méprisable, sinon plus. Il n'y a plus chez nous de consacré, comme noble, que le dévouement à l'humanité. Si bien souvent il s'efface dans la personnalité, laissez-lui son attitude modeste ; il ne vous demande rien, si ce n'est de ne pas le calomnier.

J. CABAIGNE.

Nous avons promis de donner des renseignements plus étendus sur la vie politique du citoyen Eugène L'Heritier, qui sollicite l'honneur de représenter le département de l'Aisne à l'Assemblée nationale. Ces renseignements, nous les donnons aujourd'hui : ils expliqueront de reste l'opposition ouverte et énergique que nous faisons à sa candidature.

Le citoyen L'Heritier a fait partie de la Société des Droits de l'homme, ainsi qu'il le déclare lui-même. Il n'était entre dans cette association qu'après s'être mêlé, en amateur, aux saint-simoniens. Poursuivi à plusieurs reprises et incarcéré préventivement à Sainte-Pélagie, il eut occasion d'y rencontrer Armand Carrel, dont il réussit à gagner l'intérêt et qui le fit entrer au National en qualité de rédacteur.

Après que le Siècle fut fondé, l'ex-conspirateur abandonna la rédaction du National pour faire partie de celle du journal de l'opposition dynastique de gauche, où des appointements un peu plus élevés lui étaient offerts.

Mais la foi politique de ce journaliste trop capricieux ne devait pas s'arrêter à cette transformation, car le citoyen L'Heritier ne tarda pas à désertir le drapeau de M. Barrot pour se ranger sous celui de M. Duchâtel.

Il entra en effet à la rédaction du Moniteur parisien, cette doublette des Débats, où, jusqu'au dernier moment, il n'a cessé de se faire le champion de toutes les hontes et de toutes les lâchetés du gouvernement déchû.

Le citoyen L'Heritier répudie toute collaboration avec le sieur Granier de Cassagnac. Soit. Mais entre la vertu immaculée du Moniteur parisien et celle de l'Époque, nous ne voyons pas précisément la différence, et il est bien à craindre pour le citoyen L'Heritier que les électeurs du département de l'Aisne ne soient pas plus clairvoyants.

Nous lisons dans la Réforme :

« Une triple candidature est encore offerte à un autre rédacteur de la Réforme, à Marie Augier, porté par les démocrates des Bouches-du-Rhône, de la Vienne et de la Gironde. »

« D'autres amis, Jules Cabaigne, aujourd'hui rédacteur en chef de la Commune de Paris, Eugène Lenoir et Camille Duteil, ancien rédacteur de la Réforme, sont également portés par les clubs républicains des départements, le premier dans la Vienne, le second dans la Gironde et le troisième dans la Vienne et dans la Gironde. »

Il ne nous est permis, pour notre compte, que d'exprimer notre reconnaissance profonde à ceux qui nous ont jugé digne de les représenter. A défaut de talent, nous aurons jusqu'au dernier jour un dévouement inaltérable pour l'intérêt de la République.

Nous dirons, dans peu de jours, les titres qui recommandent aux électeurs Marie Augier, Camille Duteil et Eugène Lenoir.

Plusieurs clubs nous ont envoyé la liste des candidats acceptés par eux pour l'Assemblée nationale. Il nous semble inopportun de publier les noms maintenant. Le plus grand nombre de ces noms devant être discutés au Comité révolutionnaire, nous croyons plus convenable de ne donner que la liste des candidats admis, en y ajoutant, le cas échéant, celle de tous ceux que le Comité révolutionnaire n'aurait pas soutenus.

On lit dans l'Univers :

« Jusqu'à présent aucun décret du Gouvernement n'a banni légalement du territoire français les membres de la dernière branche régnante. Il paraît que l'Assemblée nationale sera saisie d'un décret qui s'appliquera à la fois à la famille de Louis-Philippe et aux descendants de Charles X ; mais ce décret n'aurait de force que pour un temps limité, sous réserve de le proroger ultérieurement. »

Qu'est-ce que cela veut dire ? Nous prions l'Univers de vouloir bien nous répondre, ou nous commentons.

Le Courrier français publie l'article suivant :

« Plusieurs lettres de Londres que nous avons sous les yeux parlent avec détail des intrigues des émigrés orléanistes et des espérances qu'ils affichent en faveur des princes de la dynastie déchue. Louis-Philippe a perdu toute espèce de crédit en Angleterre ; mais ses fils ont trouvé de puissants protecteurs qui s'imaginent qu'une réaction en leur faveur est encore possible. »

« On fait valoir à l'appui de ces espérances la candidature d'anciens conservateurs inféodés au système qui a ruiné la France, et celle de certains opposants dynastiques qui se sont montrés au dernier moment les chauds prôneurs de la régence. On parle vaguement d'une combinaison qui aurait pour but de mettre en avant le prince de Joinville comme le prince le plus populaire de la famille. »

« Ces intrigues ont-elles, comme on le dit à Londres, des ramifications à Paris ? Nous ne pouvons l'affirmer. Mais il nous paraît important qu'elles soient connues : que les électeurs se tiennent pour avertis ! Dans sa dernière circulaire, M. Ledru-Rollin a mis le doigt sur la plaie. C'est aux véritables républicains

de déjouer ces trames dont le premier résultat serait de faire dévier la révolution et de jeter le trouble au milieu d'une société dont les bases commencent à se raffermir. »

Le Moniteur du 10 avril a publié dans sa partie officielle la nomination du capitaine d'artillerie Bruyère au grade de chef d'escadron.

Le capitaine Bruyère était un protégé du duc de Montpensier, près duquel il était employé depuis quatre ans.

Cet officier a été décoré par faveur en 1843, n'ayant que dix-huit ans de service. Il n'a été proposé au choix à l'inspection de 1847 que sur les vives instances du duc de Montpensier.

Pour faire passer cette nomination, qui a été faite le 28 février, en dehors du règlement, attendu que le tour revenait à l'ancienneté, on s'est trouvé dans l'obligation de faire une promotion datée du 7 mars et prenant date au 28 février.

Nous avons l'espoir que le Gouvernement provisoire prendra en considération cette réclamation et épargnera à cet officier l'embarras d'une position à laquelle son passé ne l'appelle pas.

### CONSEIL DE LA PLUS HAUTE IMPORTANCE.

Nous engageons tous nos confrères des départements, tous les hommes de bon vouloir, de talent et d'argent, à suivre l'exemple donné à l'heure qu'il est, par le citoyen Eugène Sue, dans le département du Loiret. Cet écrivain publie tous les huit jours un petit journal à la portée de tout le monde, qu'il repand dans les campagnes. Il importe que les patriotes remplissent sur tous les points et simultanément une mission analogue. Il y va de l'intérêt de la France et du monde. Nous sommes on ne peut plus surpris que le Gouvernement provisoire n'ait pas encore publié et tiré à des millions d'exemplaires le moindre petit catechisme républicain, qu'il n'ait pas fondé des journaux quotidiens destinés à porter dans toutes les communes de France, jusqu'au fond des vallées des Alpes et des Pyrénées, les connaissances nécessaires à la vie nouvelle qui s'est ouverte pour nous il y a bientôt deux mois.

Le Gouvernement provisoire ne doit pas perdre de vue que la province est toujours la province, et que les circulaires et les proclamations des commissaires ne suffisent pas à l'éclairer. Pour chasser les ténèbres accumulées par plusieurs siècles d'ignorance, il ne suffit pas d'allumer la torche sur quelques points, il faut la porter partout. La langue française n'est pas parlée dans toute la France ; des idiomes barbares se maintiennent à l'ouest et au midi. Dès le 25 février, il fallait entreprendre l'expédition. Pour cela, il n'était pas nécessaire de traîner de force les enfants à l'école ; il fallait monder les bourgades et les villages de productions assorties au nouvel ordre de choses.

Ce qu'on n'a pas fait il y a six semaines, il faut le faire aujourd'hui. L'humanité le commande. Il ne s'agit plus d'éclairer les électeurs, de les édifier sur le compte des candidats ; c'est l'éducation politique de la France qu'il faut entreprendre. Les carlistes et les philippistes et tous les imbéciles qui marchent à leur suite ne cessent de vomir des injures contre Paris et de calomnier le grand peuple initiateur qui vient de reconquérir encore une fois la liberté du monde. Le fédéralisme des intérêts de clocher sème rapidement la discorde ; la République est travestie et montrée aux ignorants et aux poltrons comme une tourbe de démagogues furieux, qui ne peut marcher que la guillotine à la main. Déjà on sème des bruits faux, on invente des nouvelles qui circulent sur les provinces avec une vitesse électrique : à chaque instant les malintentionnés représentent Paris en proie à la guerre civile, au pillage, à l'anarchie, et cependant la grande ville est calme et résignée au provisoire. Que sera-ce, lorsque l'assemblée aura ouvert ses séances ? Ce qu'il peut résulter de fâcheux de cette disposition des esprits, on le conçoit sans peine, et c'est pour prévenir le retour de circonstances fâcheuses que nous demandons derechef avec instance l'organisation par le Gouvernement provisoire de l'enseignement qui doit faire justice de tous les préjugés provinciaux et de toutes les tentatives réactionnaires, consommer en un mot l'unification de la France.

### UN CANDIDAT DE BONNE ESPÈCE.

Dans la liste arrêtée par le comité central et publiée aujourd'hui par le National, nous trouvons des noms qui ont droit de nous surprendre. Ainsi, elle porte au département des Landes deux candidats qui ne furent jamais connus pour leurs opinions républicaines, à savoir les citoyens Louis Lapès, médecin à Saint-Sever, et Sicart-Duval, propriétaire à Saint-Maurice. Nous publierons sans tarder les documents concernant le premier. Nous pouvons dire dès aujourd'hui qu'une excessive ambition personnelle, sans souci de la chose publique, ne saurait constituer un titre aux suffrages électoraux. Quant à M. Sicart-Duval, propriétaire à Saint-Maurice, nous conviendrions que nous n'avons pas assez de tout notre sang-froid pour réprimer l'étonnement que nous inspire ce choix inattendu. Quoi ! c'est le beau-père de M. Léon de Malleville, l'ami de M. Thiers, que vous voulez envoyer à l'Assemblée nationale ?



A qui ferez-vous croire que ce personnage est un démocrate? Voyez plutôt jusqu'où le citoyen Sicart, puis-que Sicart il y a, poursuit la haine du gouvernement déchu. Il possède de immenses prairies à Saint-Maurice et par suite il récolte beaucoup de foin. Comment écouler ce foin? *That is the question*. L'heureux mortel qui avait ramené du Cap une grosse fortune avait bien quelques velléités d'opposition; mais il ne fallait pas recourir aux livres de jésuites pour découvrir qu'on pouvait concilier cette légère teinture de radicalisme avec les intérêts du riche propriétaire foncier. Le citoyen de Saint-Maurice imita l'ex-maréchal général, roi de Soultberg: il vendit ses fourrages à la cavalerie. Jusque-là il n'y a rien à dire. Mais fallait-il et comment les transporter à la ville, séjour de la garnison? C'eût été trop exiger d'un honorable citoyen radical et qui s'entendait d'ailleurs si bien à fournir d'excellent foin, de miraculeuse luzerne. Le citoyen Sicart lança au ciel la formule de Mahomet: « Montagne, viens à moi! » Cavalerie, viens chez Sicart, car il est impossible à Sicart d'aller jusqu'à toi. Plus obéissants que les coursiers d'Hippolyte, les chevaux arrivèrent par centaines, et le citoyen de Saint-Maurice non-seulement n'eut pas à se déplacer, mais il gagna de bon fumier et d'excellents engrais. Ce que voyant, il dut se dire: *Vive la République!*

Ce fournisseur des haras de l'Etat avait de l'ambition. Il voulait être membre du conseil municipal de son village. C'était aspirer à descendre; il échoua. Les Landais tirent même des bons mots sur son compte comme ils en ont fait sur le château du citoyen Laurence, de repoussant mémoire. Aujourd'hui cette ambition avortée veut se faire jour et prétend venir s'épater au sein de la Représentation nationale. Citoyens de Saint-Maurice et des Landes, nous faisons appel à votre bon sens: gardez-vous de nous envoyer cet entre-teneur de chevaux; nommez-le plutôt membre de votre conseil municipal, quel mal qu'il puisse vous faire!

L'éditeur de la *Revue rétrospective*, dans laquelle a paru le rapport de police attribué à M. Blanqui sur les sociétés secrètes auxquelles il a été affilié, vient d'intenter un procès à M. Blanqui lui-même pour la lettre que ce dernier a publiée dans certains journaux, et dans laquelle il affirme que la pièce qui vient d'avoir un si immense retentissement a été fabriquée pour le perdre. M. Taschereau entend procéder par témoins et par enquête pour prouver sa bonne foi et la véracité du document qu'il a produit.

Ce document n'est point écrit de la main de celui à qui on l'attribue; mais on assure qu'on fera citer en justice celui qui l'a écrit et des témoins dont M. Taschereau aurait recueilli les déclarations avant de publier le document qui a inauguré la réapparition de sa revue.

On ajoute que dimanche matin, M. Blanqui, accompagné de M. Cabet et de deux de ses amis, s'est présenté chez M. Taschereau pour lui demander communication de la minute du rapport. M. Taschereau aurait répété à ces messieurs la déclaration qu'il a déjà faite au public sur le dépôt du rapport aux archives du ministère de l'intérieur.

On nous dit encore que, ce matin, la commission républicaine qui s'est formée au club de M. Blanqui pour vider la question a prié M. Taschereau de se rendre dans son sein. M. Taschereau aurait répondu qu'avant saisi la justice régulière d'une plainte contre M. Blanqui, il ne pouvait accepter le jugement officieux d'un tribunal extra-légal; mais en même temps il aurait donné, en forme de simple conversation, aux amis-juges de M. Blanqui les éclaircissements qu'il a cru pouvoir leur communiquer sans inconvénients pour l'intérêt du procès qu'il a intenté au président de la Société démocratique.

#### LA CONSPIRATION DES ÉCUS.

« C'est une triste conspiration, mais c'en est une, et nous devons la signaler. Autrefois on conspirait en formant des sociétés secrètes, en préparant des munitions et des armes pour descendre un jour dans la rue et livrer bataille ouvertement à un pouvoir qu'à bon droit on regardait comme ennemi. Aujourd'hui les conspirateurs font autrement: la noble civilisation du grand règne de Louis-Philippe est parvenue à démontrer à ceux qui possédaient les écus, qu'ils possédaient tout, considération, honneur, gloire, puissance; que ce n'étaient pas les repus et les satisfaits qui étaient corrompus, mais bien les prolétaires et les citoyens pauvres, qui osaient ne pas admirer, ne pas bénir ce système si moral, prêché par le sieur Guizot à ses électeurs: « *Enrichissez-vous.* »

« Ces sublimes doctrines portent aujourd'hui leurs fruits, car elles n'ont fait que trop de prosélytes. Les honneurs sont tombés des fronts avilis qu'ils revêtaient; mais l'argent est resté dans les mains impures qui l'ont si noblement acquis; et tandis que notre jeune République, depuis les hommes investis du pouvoir jusqu'à l'humble artisan, donne l'exemple d'un désintéressement antique; tandis que la patrie contemple ses enfants les plus pauvres lui apportant ces offrandes qui sont le prix de leurs sueurs, les *conservateurs*, qui n'ont su conserver que leurs écus, veillent sur eux comme sur l'arche sainte, et enfouissent dans leurs caves ce métal devenu leur unique Dieu. Ils veulent sans doute montrer que s'ils ont vite oublié le maître, qui faisait si bien leurs affaires et les siennes, ils n'ont pas poussé l'ingratitude si loin à l'égard de leurs écus. Exemple touchant de fidélité!

« On se demande ce qu'ils espèrent en aggravant une situation déjà si grave par elle-même. Croient-ils qu'ils amèneront la République à capituler avec eux? Personne n'oserait leur supposer une pareille illusion. Qu'espèrent-ils donc? Ils l'ignorent eux-mêmes. Mais s'ils ignorent ce qu'ils espèrent, ils savent ce qu'ils regrettent. Ils le savent, et ils veulent s'en venger. »

L'esprit de vengeance que signale le *Démocrate*, journal d'Orléans, dans l'article que nous lui empruntons, pourrait amener de dures, de sévères représailles. Il provoquerait incontestablement des mesures énergiques: la terreur nouvelle, c'est-à-dire la peur des gens à argent, serait seule comptable de ce qui peut arriver. L'expérience, la connaissance intime de ce peuple que nous comprenons, qui pense tout haut avec nous, qui compte sur notre fraternité qui lui est acquise, nous portent à conseiller à ces terroristes de nouvelle espè-

ce de ne pas gêner la circulation du numéraire par la conspiration des écus. Ce serait assumer sur eux une grave responsabilité.

#### IMPOT MODIFIÉ.

Le *Républicain des Ardennes* se fait l'écho de la presse départementale et applaudit au décret du Gouvernement provisoire qui modifie ou atténue l'impôt des 45 centimes, qui, selon lui, avait produit un effet désastreux sur la population des campagnes. La nouvelle mesure est équitable, politique, c'est incontestable; mais à nos yeux elle est mesquine, étriquée. Qu'est-ce qu'un gouvernement ou plutôt qu'un de ses membres qui dit aux contribuables: « Ceux qui seront hors d'état de supporter la contribution extraordinairement créée seront dégrévés? » Ce membre du Gouvernement, ce ministre, si on aime mieux, est un citoyen qui prend des demi-mesures, qui ne sait pas dire hautement, loyalement: « Je me suis trompé », et qui pallie ses torts en étouffant par une tempérante faiblesse les réclamations fondées des citoyens.

Il fallait révoquer le décret purement et simplement. Il fallait faire porter l'impôt sur les créances hypothécaires par exemple, et substituer un impôt juste à un impôt injuste.

La question a été débattue dans les clubs, soumise au ministre; il y a eu faiblesse à suivre un *mezzo-terme* pour reprendre la voie du vrai. Espérons que le ministre des finances, mieux éclairé, suivra cette voie qu'il avait méconnue.

On annonce que monsieur Alexandre Weill va publier incessamment: *Neuf semaines de République provisoire*, en neuf livraisons, à 50 centimes chacune. Voilà l'homme qui se dit républicain pur, convaincu, et ose avancer cependant cette prétention anarchique: que la République actuelle n'est que provisoire?

Nous savons d'ailleurs bien ce qu'en pense M. Weill. N'a-t-il pas déjà dit, tout bas, en confidence et dans des desseins alarmistes, que la France sera malheureuse tant qu'elle sera en république?

On ne juge pas de tels hommes; mais il est bon de les faire connaître.

L'Opéra, théâtre de la Nation, a ouvert ses portes dimanche dernier pour une représentation populaire. Tous les billets, envoyés d'avance aux mairies et numérotés soigneusement, avaient été distribués par la voie du sort aux citoyens qui s'étaient fait inscrire. Rien ne peut donner idée de l'aspect grandiose de cette réunion où l'art et la démocratie ont fraternisé dans le lien commun d'une sympathique admiration. De la part des artistes, exécution sévère et enthousiaste de leurs rôles; ils avaient compris qu'ils avaient cette fois pour spectateur et pour juge le vrai souverain. De la part du public, appréciation juste et bienveillante des talents, applaudissements accordés avec mesure ou profusion, selon la portée diverse des œuvres et des interprètes. Nous espérons que ces fêtes de l'art et de la démocratie se renouvelleront fréquemment. Quel enseignement plus grand pour l'Europe que de voir le peuple émancipé, si intelligent pour les questions politiques et sociales, prouver aussi sa compétence dans les questions délicates de l'art et du sentiment? Il faut que l'univers entier comprenne que la République de février a donné la consécration organique à un fait accompli dans tous les ordres: l'entrée en communion de l'intelligence démocratique avec tout ce que la civilisation a produit de vrai et de beau. Le cercle fatal où le vieux privilège voulait renfermer les grandeurs sociales est brisé à jamais. Il est remplacé par une enceinte immense comme l'humanité. Le pouvoir, le génie, la richesse, les arts sont à présent le patrimoine du monde.

Quatre actes de la *Muette de Portici*, cet épisode brillant et triste de l'histoire de Naples affranchie un moment par l'héroïque pêcheur Mazaniello, un acte de ballet, le *Chant des Travailleurs*, production inédite éclose au souffle de la République nouvelle, et enfin la *Marseillaise* en action, arrangée par Gossec en 1792, telle était la composition du spectacle. Le duo *Amour sacré de la patrie*; le final du troisième acte, tableau é-mouvant d'une insurrection victorieuse; la grâce savante de Carlotta Grisi, qui a déployé pour son nouveau public tous les secrets de son inimitable talent; le *Chant des Travailleurs*, interprété par Barroilhet avec beaucoup d'énergie et redemandé par la salle tout entière; enfin la grande, l'héroïque *Marseillaise*, ont tour à tour charmé et passionné ce public initié si vite aux jouissances supérieures des beaux arts.

Le *Chant des Travailleurs* a été composé, paroles et musique, par le citoyen Eugène Defresne. C'est une œuvre où le patriotisme a autant de part que le talent. Nous en donnons les strophes à nos lecteurs. L'élévation du sentiment et la justesse des pensées justifient le titre de cette hymne vraiment nationale. Nous croyons que les travailleurs de la pensée, comme ceux du monde matériel, y trouveront l'expression de leurs sympathies.

I  
Quand Dieu, dans sa bonté suprême,  
Forma l'univers de sa main,  
Du travail il voulut lui-même  
Donner l'exemple au genre humain.  
Instruit par cet auguste emblème,  
Chaque jour disons ce refrain:  
C'est le travail qui créa le monde,  
C'est le travail qui partout féconde.  
Gloire et bonheur  
Au travailleur!

II  
Le palais comme la chaumière  
Sort de la main de l'ouvrier;  
Il fait de la sombre carrière  
Jaillir le monument altier!  
Pour lui la terre tout entière  
N'est qu'un vaste et noble atelier.  
C'est le travail, etc.

III  
Le travail et l'intelligence  
Doivent régner sur l'univers!  
Des tyrans la perfide engeance

L'avait en vain chargé de fers;  
Un seul jour de notre vaillance  
A changé leur gloire en revers!  
C'est le travail, etc.

#### IV

Si les ennemis de la France  
Osaient franchir son noble seuil,  
Nos bras unis pour la vengeance  
Sauraient écraser leur orgueil.  
S'il fallait que leur insolence  
Dans nos champs trouvât son cercueil,  
Au cri de la patrie en alarmes,  
Chaque ouvrier saisisait ses armes!  
Gloire et bonheur  
Au travailleur!

#### Actes officiels.

##### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DE PARIS.

Aux maires d'arrondissement.

Citoyen maire,

Je viens appeler toute votre attention sur des faits dont la gravité pourrait, à juste titre, alarmer la population, et dont le caractère de violence rejaillirait sur l'autorité elle-même si, après les avoir connus, elle les tolérât.

Déjà, dans plusieurs quartiers de Paris, des locataires, mal conseillés par le besoin sans doute ou s'appuyant à tort sur la gêne momentanée du commerce et sur l'embarras des transactions de tous genres, ont cru pouvoir exiger de leurs propriétaires des quittances définitives de loyer sans en avoir effectué le paiement.

A ce premier abus se sont joints, dans quelques arrondissements, des actes non moins regrettables: on a voulu, par certains signes extérieurs, désigner à l'attention publique, d'abord les maisons de ceux qui se sont montrés faibles, aujourd'hui les maisons de ceux qui sembleraient vouloir rester forts.

C'est à nous, citoyen maire, c'est à l'autorité municipale en premier lieu, qu'il appartient de flétrir de tels actes, de condamner de telles faiblesses et de prêter appui moral au bon droit.

Ne pas acquiescer sa dette à jour fixe peut quelquefois devenir une nécessité malheureuse que des circonstances extraordinaires justifient; mais exiger quittance de ce qu'on n'a point payé est toujours un délit que rien ne saurait excuser et que la loi doit poursuivre. Ni nous ni le pouvoir judiciaire, nous ne manquerons à ce devoir.

Les principes d'égalité et de fraternité qu'a proclamés la République seraient violés le jour où la crainte aurait suffi pour imposer silence au droit. Veillons à ce que ces principes sacrés soient bien compris et courageusement défendus, à ce qu'ils deviennent non-seulement la force de chacun, mais la sauvegarde de tous.

L'intérêt de la République, c'est l'intérêt du propriétaire aussi bien que celui du commerçant, de l'agriculteur et de l'ouvrier; car il n'y a plus de classes en France, il n'y a désormais que des citoyens qui ont tous un droit égal à la protection du gouvernement et des lois.

Ces lois punissent tout excès, tout abus, toute violence; vous les invoquerez au besoin, citoyen maire, la ferme intention du Gouvernement provisoire étant que des actes aussi coupables que ceux que je vous signale soient, sans hésitation, réprimés.

Vous voudrez bien, en conséquence, prendre toutes les mesures que vous jugerez convenables pour en prévenir le retour. Dans le cas où ils devraient se reproduire, je vous invite à réclamer immédiatement l'intervention de M. le préfet de police et à saisir l'autorité judiciaire, qui poursuivra sans relâche les auteurs de ces actes déshonorants.

Salut et fraternité.  
Paris, le 10 avril 1848.

Le membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris,  
ARMAND MARRAST.

Le document suivant est publié par le *Moniteur*:

« Le Gouvernement provisoire de Milan au Gouvernement provisoire de la République française.

« Le 27 mars 1848.

« Après cinq jours d'une lutte acharnée, pendant laquelle notre peuple a fait des prodiges de valeur et de magnanimité, nous avons secoué le joug de l'Autriche, et nous nous sommes constitués en gouvernement provisoire de Milan.

« Mais la guerre continue tout près de nous, l'armée autrichienne est transformée en bandes de pillards; car, harcelée de tous les côtés, elle fuit, elle revient sur ses pas, elle porte l'incendie et le ravage dans les villes et les campagnes de l'Adda à l'Oglio et au Mincio, cherchant, à ce qu'il paraît, à s'assurer sa retraite sur Vérone.

« Le roi de Sardaigne nous a envoyé un corps de troupes, et il va venir en personne pour nous aider à chasser jusqu'aux Alpes l'éternel ennemi de l'indépendance italienne.

« Dans cet état de choses, nous nous sommes abstenus de toute question politique; nous avons solennellement déclaré à plusieurs reprises qu'après la lutte, ce sera à la nation de décider sur ses destinées.

« A cause de cela, nous n'avons pas encore cherché à nous faire reconnaître par le Gouvernement provisoire de la République française; nous attendons d'être un gouvernement avec une forme quelconque pour nous adresser à l'Europe. Maintenant, nous ne sommes que le gouvernement de l'urgence et de la nécessité.

« Cependant, puisque nous envoyons un de nos citoyens les plus honorables, M. Louis Pono, à Toulon, pour faire un achat d'armes, nous avons cru pouvoir adresser au Gouvernement provisoire de la République française cette expression de notre respect et de notre sympathie.

« C'est à ce Gouvernement, qui a déclaré si solennellement vouloir venir en aide à toutes les nationalités opprimées et en hâter la défrance, c'est au Gouvernement de la nation la plus brave et la plus généreuse

du mon  
circonst  
« Nou  
ner une  
« Vive  
dante!

« Coi

CLUB D

On s'a  
prétenti  
populair  
clubs où  
rêts gène  
tique. N  
genre-là  
14° arro  
Sax, rue  
qu'à parl  
arrondis  
maires d  
sens de «  
Aussi  
ment de  
avant cel  
faire cau  
clubs des  
dre à ce  
les jeudis  
nelier.

A part  
de la gar  
heures,  
les candi  
de candi  
Les cit  
sont inv  
adresses.

Le clu  
une sous  
provisoi

Le clu  
tenu sa  
dans les  
pice.

Le clu  
et celle d  
Ce clu  
vendredi

L'asse  
lieu din  
été remi  
au Palais  
Questi  
Dimar

SOCI

Vendr  
nes a pr  
sident, e  
na, mem  
vaient pl  
mez ont  
majorité  
peut le d  
et les cul  
volonté  
tionale  
veulent  
toyen Re  
comme  
du gouv  
des fonct

Séance  
à l'électi  
L'élect  
Voici  
Les cit  
Arsène C  
Lemerici  
La séa

Plus d  
taient à  
Masson  
serand;  
serrurier

—Le c  
le 7; il  
permane  
Hier, le  
été écou  
pacte, qu  
trer dans

Le clu  
seconde  
location.



du monde à trouver le moyen de nous aider dans nos circonstances si difficiles.

« Nous n'ajoutons rien de plus, ne voulant pas donner une portée politique à cette adresse.

« *Vive la République française! Vive l'Italie indépendante!*

« CASATI, BORROMEO, BERETTA, GIUBBI.

« Copie confidentielle :

« A. MAURY, secrétaire. »

## Compte rendu des Clubs.

### CLUB DES DÉLÉGUÉS DE L'ARRONDISSEMENT DE SCEAUX.

On s'arrote un peu trop, dans certaines régions, la prétention de représenter en petit comité la volonté populaire. Nous avons des clubs de cette sorte et des clubs où l'on ne s'occupe de rien moins que des intérêts généraux, mais des intérêts de l'élément aristocratique. Nous citerons comme un club modèle dans ce genre-là le Club central électoral démocratique du 14<sup>e</sup> arrondissement, qui tient ses séances dans la salle Sax, rue Neuve-Saint-Georges, 10. Tout démontre qu'à part quelques délégués des clubs des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements, ce club a été formé par MM. les maires de l'ancien régime et qu'il fonctionne dans le sens de ce régime-là.

Aussi le club des Délégués des clubs de l'arrondissement de Sceaux, qui s'était constitué quelques jours avant celui de Saint-Denis, a-t-il cru devoir refuser de faire cause commune avec ce dernier. Les délégués des clubs des communes de Sceaux sont invités à s'adjoindre à ce dernier, qui tiendra ses séances à 2 heures, les jeudis et samedis, à la barrière du Maine, chez Tonnellier.

A partir du 12 avril, le Club démocratique central de la garde nationale tient séance tous les soirs à 7 heures, 49 bis, rue la Chaussée-d'Antin, pour entendre les candidats à l'Assemblée nationale et former la liste de candidature.

Les citoyens candidats qui ne l'auraient pas déjà fait sont invités à faire connaître au club leurs noms et adresses.

Le club de la Fraternité des ouvriers vient d'ouvrir une souscription pour venir en aide au Gouvernement provisoire. (Rue de Fleurus n° 5.)

Le club Servandoni, présidé par le citoyen Cazelle, a tenu sa première séance hier, à sept heures et demie, dans les caveaux des Tours de l'Eglise Saint-Sulpice.

Le club a rejeté la candidature du Père Lacordaire et celle du citoyen Cabet, ainsi que le communisme.

Ce club tient ses séances les lundis, mercredis et vendredis, dans la soirée.

### AVIS.

L'assemblée générale des Suisses, qui devait avoir lieu dimanche 9 avril, par suite d'un malentendu, a été remise au mercredi 12 avril, sept heures du soir, au Palais-National, salle des Batailles.

Questions importantes à l'ordre du jour.

Dimanche, au même lieu, à une heure.

### Clubs des départements.

#### SOCIÉTÉ RÉPUBLICAINE DE MARCHIENNES.

Vendredi dernier, le club républicain de Marchiennes a procédé à l'élection d'un président et vice-président, en remplacement des citoyens Théry et Piédana, membres sortants, qui, d'après les statuts, ne pouvaient plus être réélus. Les citoyens Roquet et Gourmeux ont été élus président et vice-président à une forte majorité. La nomination du citoyen Roquet a été, on peut le dire, un triomphe pour les hommes du peuple et les cultivateurs; ils ont voulu personnifier en lui la volonté qu'ils ont d'être représentés à l'Assemblée nationale par des citoyens vraiment républicains qui veulent l'amélioration du sort des travailleurs. Le citoyen Roquet est le père du peuple, l'ami du riche comme du pauvre. Il a l'honneur d'avoir été victime du gouvernement déchu, qui l'a destitué brutalement des fonctions d'adjoint qu'il occupait.

(Libéral du Nord.)

#### CLUB DÉMOCRATIQUE DE NIORT.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Séance du 7. — Nomination du bureau. On procède à l'élection par scrutin secret.

L'élection a lieu à la majorité relative.

Voici les résultats qui ont été obtenus :

Les citoyens Lamy, président; Jubin, vice-président; Arsène Cressent, Juniat, Label, conseillers; Moron, F. Lemercier, Brucelle, Morin, secrétaires.

La séance est levée.

(L'Écho du Peuple, journal des Deux-Sèvres.)

#### CLUB DU PEUPLE.

(Arrondissement de Roanne.)

Plus de trois cents membres du club du Peuple assistaient à cette séance, qui a été ouverte par les citoyens Masson aîné, filateur; Lamy, cordonnier; Lacroix, tisserand; Méret, menuisier; Ovisse, tisserand; Goutorbe, serrurier; Parroquin, serrurier, etc.

(Journal du peuple, de la Loire.)

—Le club des Travailleurs a eu deux réunions, le 4 et le 7; il veut se constituer d'une manière définitive et permanente, c'est un besoin pour nos travailleurs. Hier, le citoyen Bureau-Riofrey a pris la parole, et a été écouté avec un vif intérêt. La foule était si compacte, qu'il nous a été de toute impossibilité de pénétrer dans la salle et de l'entendre. (La Haute-Loire.)

#### CLUB DE LA FRATERNITÉ.

Le club de la Fraternité a tenu mercredi dernier sa seconde séance. Dans une chaleureuse et brillante allocution, qui a été vivement applaudie par la nom-

breuse assemblée qu'il présidait, le citoyen Worms a rappelé quels étaient les sentiments qui devaient animer les cœurs vraiment républicains, et quelle sérieuse attention il fallait apporter dans le choix de ceux qui devaient avoir le sublime honneur de représenter la Gironde dans l'Assemblée constituante. Plus qu'à toute autre époque, a-t-il dit, l'union fera la force, et c'est pour cela qu'il est nécessaire que tous les citoyens se tendent une main fraternelle, s'aident mutuellement de leurs lumières pour choisir librement ceux auxquels ils doivent confier la noble mission de consolider la République et de sauver la France de l'anarchie.

Après avoir proclamé les noms des candidats que le bureau présente au choix des électeurs, le citoyen président a invité ceux de ces candidats qui se trouvaient dans l'assemblée de vouloir bien monter à la tribune pour y faire leur profession de foi et répondre aux interpellations qui pourraient leur être adressées.

(Courrier de la Gironde.)

### Nouvelles des Départements.

L'Écho de Vézère publie une lettre d'un AMI du général Valleton, dit de Garaube, qui recommande la candidature de ce ministériel endurci pour représenter la République. En vérité, ce journal abuse de ce qu'on appelle la fételle pour faire intervenir de prétendus électeurs se cachant toujours sous le voile de l'anonyme, et endossant une responsabilité dont il croit ainsi se dégager. L'un félicite le rédacteur sur son énergie, l'autre sur son indépendance, celui-ci sur son désintéressement, celui-là sur son patriotisme aussi ferme qu'éclairé. Citoyen journaliste, ce sont de ces choses qu'on ne se dit pas à soi-même. Mais pour en revenir au candidat Valleton, nous prions l'ami complaisant de vouloir bien publier les états de service de ce militaire si distingué dont nous connaissons déjà la vie politique avant sa conversion à la République nouvelle.

— On lit dans le *Républicain*, journal qui se publie à Digne :

« Pourquoi les candidatures pleuvent.

« Ne vous mettez-vous pas sur les rangs ? disait dernièrement l'épouse d'un aspirant représentant du peuple à un habitant de nos montagnes. — Madame, répondit notre compatriote, mes prétentions ne vont pas jusque-là; et puis, vous l'avouerez, je, ma femme, mes enfants... — Eh! monsieur, c'est parce que vous avez femme et enfants que vous devriez faire comme mon mari. *Vingt-cinq francs* par jour sont bons à prendre; vous en dépenserez cinq, vous en économiserez vingt, et à la fin de la session, vous reviendrez chez vous la bourse bien garnie, et les affaires du pays n'en iront pas plus mal. »

(Très-historique.)

— Les officiers de la garde nationale de Lyon, au nombre d'environ quatre cents, se sont rendus mardi à l'hôtel de ville pour complimenter leur nouveau commandant, le brave général Neumayer. Puis celui-ci s'est mis à leur tête, ainsi que M. Laforest, maire provisoire, et le cortège s'est ainsi acheminé chez M. le général Bourjolly et chez M. Emmanuel Arago, commissaire du Gouvernement provisoire. Ils ont été reçus chez ces deux fonctionnaires, M. Arago leur a parlé assez longuement. Il a exprimé une sécurité entière au sujet des démonstrations et des rassemblements de ces derniers jours, mouvements inséparables d'une révolution aussi profonde, mais qui n'affectent pas la paix publique, laquelle peut être considérée comme désormais solidement établie.

M. Bourjolly a parlé en bon et franc militaire, s'est félicité de l'union commune et a exprimé les espérances que cette union lui fait concevoir pour le repos de notre ville. MM. les officiers ont accompagné M. le général Neumayer et M. Laforest à l'hôtel de ville. Quoique non complètement équipée, cette milice citoyenne présentait déjà un aspect fort satisfaisant.

— Une fête non moins touchante que solennelle a eu lieu dans la commune de Centuri, à l'occasion de l'organisation de la garde nationale.

Après avoir prêté, devant le drapeau national, le serment de fidélité au gouvernement de la République, la garde nationale, précédée par le corps municipal, auquel s'était adjoint un grand nombre de citoyens de toutes les classes et de tous les âges, s'est portée sur une place publique où un banquet patriotique de 140 couverts était préparé. Là des toast ont été portés à la santé de la République par l'honorable maire, par les membres du conseil municipal et par les officiers de la garde nationale.

Peindre le vif enthousiasme dont toutes les physionomies étaient empreintes, dire avec quelles expansions d'amour le riche embrassait et fraternisait avec le pauvre, ce serait une tâche au-dessus de la plume. En un mot, c'était une fête vraiment digne d'une population française!

Le banquet s'est terminé par une chaleureuse allocution du citoyen Joseph Pietri, capitaine de la garde nationale.

(Ère nouvelle, journal de la Corse.)

### Esprit des départements.

Nous extrayons les lignes suivantes d'un article du *Journal de Rennes* :

« Vous craignez la guerre civile, et vous la déclarez imminente si les divers partis politiques qui existaient il y a deux mois se trouvent représentés à l'Assemblée nationale. Vous pourriez avoir raison, et la guerre pourrait effectivement se déclarer, du moins dans le sein de l'Assemblée, s'il s'agissait de choisir aujourd'hui entre la République et la monarchie. Les partis en présence s'échaufferaient évidemment; celui qui triompherait aurait chèrement acheté la victoire. La paix ne régnerait au sein du parlement que si le parti républicain ou le parti monarchique formait seul l'unanimité de l'Assemblée.

« Eh bien! dans cette supposition difficile à réaliser à une époque comme la nôtre, nous n'hésitons pas à vous déclarer que, fussiez-vous parvenus à avoir une Assemblée homogène, vous eussiez par cela même organisé la guerre civile que vous redoutez. Il est de toute évidence que le parti qui n'eût pas pu faire entendre sa voix à l'Assemblée nationale aurait préparé une résistance sérieuse, les armes à la main. Le seul

moyen d'éviter la guerre civile, dans le cas où la France serait appelée à voter sur la forme de son gouvernement, eût donc été de favoriser de toute manière la manifestation complète de toutes les opinions du pays. Une politique éclairée n'eût pas dû comprendre autrement sa mission.

« Mais aujourd'hui que la République est proclamée; qu'il ne s'agit que de fonder la liberté et l'ordre sous la forme républicaine adoptée par tous, comment la guerre civile deviendrait-elle imminente parce que les anciens partis politiques auraient leurs représentants à la chambre? Loin qu'il y eût dans ce cas guerre civile au dehors, il n'y aurait même pas division au dedans de l'Assemblée si tous veulent sincèrement la liberté et l'ordre. Il n'y aura de division possible que par l'influence des hommes de désordre et de despotisme, et quel est le parti qui oserait formuler, dans les circonstances graves où nous sommes, une accusation de cette nature contre ses adversaires d'autrefois? »

— On lit dans l'*Union de l'Ouest* :

« A l'occasion des élections de la garde nationale, les ouvriers des ateliers nationaux ont reçu un congé de quatre jours, avec solde de 1 fr. par jour, total 200 ou 250,000 fr.; ce qu'il faudrait pour entretenir pendant un mois deux vaisseaux de ligne qui font grande faute à notre escadre en ce moment où elle est exposée à échanger des boulets avec la flotte anglaise. Que dira la province de ce privilège accordé aux ouvriers de Paris et refusé à ceux de tant d'autres villes manufacturières également fort embarrassées de la subsistance de leurs travailleurs? »

« Dans le parti radical, on a énoncé l'idée de donner une indemnité aux électeurs lorsqu'ils iraient voter, comme on payait le peuple d'Athènes pour législater sur la place publique. Cette idée est appliquée déjà en partie, comme on le voit. Nos Isocrates ne resteront peut-être pas en si beau chemin. »

— On nous écrit de Saint-Gaudens :

« Des délégués des cantons, qui s'étaient rendus à Saint-Gaudens pour discuter en comité électoral le choix des candidats à l'Assemblée nationale, ont été dans l'impossibilité de délibérer; la salle où ils étaient réunis a été violemment envahie. Le commissaire d'arrondissement, décidé à protéger la réunion, a fait avancer un piquet; mais le tumulte a redoublé. Une des personnes qui venaient de pénétrer dans l'assemblée s'est écriée que si les délégués ne se séparaient pas, elle ne répondait pas de la vie du commissaire d'arrondissement.

« Les cris ayant continué, on a craint que la réunion ne devint le prétexte d'un désordre grave; sur la proposition d'un membre du comité, les délégués ont scindé l'arrondissement en trois sections, dans chacune desquelles on présentera un candidat qui sera accepté par les autres. »

(Réveil du Midi.)

— On lit dans le *Peuple*, journal de Lille :

« Dons patriotiques.

« Avant de se rendre au cortège, les ouvriers du chemin de fer du Nord ont planté dans la cour du débarcadère un petit arbre de liberté. Le wagon sur lequel on apporta cet arbre était pavoisé et garni de fleurs et de rubans comme une corbeille de mariage. Nous avons vu ces ouvriers porter une véritable corbeille sur un brancard très-élégamment décoré et ceint d'une guirlande de fleurs rouges, blanches et bleues. Cette corbeille contenait leur offrande à la patrie, une journée de travail, dont le montant s'élève à 1,180 fr. Pour cette offrande, les ouvriers de la gare de Fives se sont réunis à ceux de la gare de Lille.

« Les travailleurs réunis des ateliers d'imprimerie de L. Danel ont aussi voulu consacrer le jour où l'on plantait l'arbre de liberté. Un écusson indiquait à tous qu'ils offraient au Gouvernement une journée de travail, une somme de 300 francs. Ils sont les premiers qui donnent à Lille cet exemple.

« Après la cérémonie, nous avons vu ces deux corps se diriger vers la préfecture pour aller y déposer leurs offrandes. Nous avons attentivement observé ceux qui les regardaient passer, et nous ne saurions dire ce qui, sur toutes les physionomies, l'emportait de l'attendrissement ou d'une juste fierté de voir les ouvriers de notre ville entrer dans une voie si belle. C'est en présence de tous ces actes que nous reconnaissons que l'arbre de liberté vient réellement d'être planté. Ces actes parlent plus haut que tous nos articles de journaux. Nous ne savons que dire : ayons confiance dans la République. Les ouvriers font mieux, ils prouvent qu'ils ont confiance. « Laissez venir à moi les petits enfants, » dit la République. Et voyez, ce sont tous les petits enfants qui accourent en foule et de tous côtés. Ils s'écrient : « Sauvons la République! » Ils la sauveront. Vivent les enfants de la République! »

— Nous trouvons cette pièce curieuse dans le journal le *Finistère* du 7 avril.

Comme on sait, le duc d'Isly, maréchal Bugeaud, avait eu quelques velléités de se présenter à l'Assemblée nationale; peut-être même accepterait-il encore les suffrages des électeurs. Que ceux-ci lisent et jugent l'homme!

« Je vais me mettre de ce côté afin que tout le monde m'entende mieux. Le vent vous portera mes paroles : « Messieurs, je vous annonce avec plaisir, avec bonheur, que le roi vient de me nommer commandant supérieur des troupes et de la garde nationale. Je suis fier de cette marque de confiance, elle ne sera pas trompée. Je n'ai jamais eu d'insuccès; j'espère bien que je ne commencerai pas aujourd'hui. J'ai pour garant de cette virginité, dont je suis fier, les nobles cœurs qui battent dans vos poitrines.

« Nous combattons ces masses à ma manière : vous mettez deux balles dans le fusil. Les hommes contre lesquels nous avons affaire ne sont que des galériens, des forçats libérés. Ce sont là nos seuls ennemis. Que demandent-ils? Le roi n'est jamais sorti de la légalité; vous le savez tous comme moi. Notre combat est légitime. Rappelez-vous bien que leur nombre ne doit nous effrayer en aucune manière. Leurs colonnes, fusent-elles profondes d'ici à la Bastille, je me charge de les détruire, et plus ils seront nombreux, plus leur défaite sera facile. Vous mettez deux balles dans vos fusils. Plus nous tuons de ces misérables, plus nous débarrasserons le pays. Ainsi vous m'entendez : vous attaquerez les barricades, vous les enlèverez, vous ferez feu par devant et par derrière. Allez, répétez bien à vos soldats ce que je viens de vous dire, afin qu'ils



soient bien pénétrés des sentiments qui nous animent ! »

Quelques jours plus tard, ledit maréchal faisait acte d'adhésion à la République et adressait la lettre suivante au ministre de la guerre :

« Les événements qui viennent de s'accomplir, le besoin d'union générale pour assurer l'ordre à l'intérieur, me font un devoir de mettre mon épée au service du Gouvernement qui vient d'être institué.

« J'ai toujours considéré comme le plus saint des devoirs la défense du territoire de la patrie.

« Je vous prie de m'accuser réception de cette déclaration et de recevoir l'assurance de ma haute considération.

Duc d'ISLY. »

## Etranger.

### ANGLETERRE.

On lit dans la Patrie :

« On attendait ce matin à Paris avec une véritable anxiété les nouvelles de Londres.

« A l'instar de Vienne, de Berlin, de Naples, de Milan, la métropole de l'Angleterre avait-elle aussi fait sa révolution ?

« Voilà ce que tous se demandaient en s'abordant. Cette curiosité, cette inquiétude fiévreuse est, avec le chiffre (3,700,000) des signatures de la pétition-monstre actuellement déposée sur le bureau ou plutôt sur le parquet de la chambre des communes, la meilleure réponse à ceux qui soutiennent que le mouvement irlandais n'aura pas d'importance.

« On aurait trouvé au besoin une autre preuve de la gravité de la situation dans les craintes hautement avouées du cabinet britannique et dans les précautions tout à fait inusitées qu'il avait prises. Comme Paris le 22 février, Londres, le 10 avril, ressemblait à une place de guerre ; et le noble duc de Wellington lui-même avait promis de monter à cheval en cas de collision et de faire voir le jour à sa roulotte.

« Cependant, jusqu'à l'heure du départ du courrier, au moins, on n'avait eu à regretter aucun malheur.

« Voici sommairement ce qui s'est passé. (On trouvera plus bas des détails circonstanciés extraits des feuilles anglaises.)

« Le gouvernement britannique n'avait point fait occuper militairement Kennington-Common, rendez-vous général des chartistes. Il s'était contenté de placer tout près de là, à Kennington-Cross, dans une vaste écurie et dans d'autres bâtiments couverts, 2,000 policemen à pied et une centaine de constables à cheval, de manière à faire surveiller tous les mouvements du meeting.

« Mais les principaux passages, débouchés et ponts étaient gardés par des forces imposantes, et l'on était déterminé à empêcher à tout prix non la réunion, mais la procession.

« C'est ici que commence la distinction entre le 22 février à Paris et le 10 avril à Londres. A Paris, on avait interdit la réunion, aussi bien que la marche du cortège réformiste.

« Du reste, même affluence dans les rues. Les nombreux convois de chemins de fer arrivés de tous les points du royaume-uni à Londres, dans la matinée du 10, avaient versé dans cette vaste cité une multitude de curieux. Il en était venu non-seulement de Manchester et de Liverpool, mais encore de Glasgow et d'Edimbourg.

« Il faut bien l'avouer : si les récits que les feuilles de Londres nous apportent de cette journée jusqu'à cinq ou six heures du soir sont exacts, la grande manifestation chartiste, eu égard aux espérances et aux craintes qu'elle avait fait naître, et à l'intérêt européen qu'elle avait excité, n'a pas été loin de ressembler à la montagne qui accouche d'une souris.

« Dix ou douze mille citoyens, la plupart Irlandais, se sont réunis vers onze heures dans Kennington-Common. M. O'Connor, l'Odilon-Barrot de la démonstration, commençait à les haranguer, lorsqu'un inspecteur de police s'est approché. M. Feargus O'Connor lui a demandé si la procession pourrait traverser les ponts sur la Tamise pour se rendre au parlement. L'inspecteur a répondu négativement, en déclarant que les ponts étaient gardés par la troupe. Alors M. Feargus O'Connor s'est désisté de son projet de procession et en a dissuadé le meeting. La plupart des ouvriers qui s'étaient rendus à son appel lui ont crié qu'il les avait trompés, mais que ce serait la dernière fois ; puis chacun s'en est retourné paisiblement à son domicile.

« Feargus O'Connor, resté seul en compagnie du char à six chevaux qui portait la pétition, s'est acheminé avec ce véhicule vers la chambre des communes, où plus de cinq cents membres étaient assemblés, attendant une séance orageuse.

« Aidé de trois ou quatre hommes de bonne volonté, Feargus a roulé la pétition au milieu de la chambre ; puis il a exposé en peu de mots les vœux des 3,700,000 signataires de ce document et s'est majestueusement assis.

« Le reste de la séance n'a offert aucun intérêt, sauf un discours très-véhément dans lequel Smith O'Brien s'est écrié que si l'on ne restituait aux Irlandais les droits qu'on leur avait ravés, on verrait dans le courant de cette année une république en Irlande !

« Cette sortie a excité une très-vive sensation dans l'assemblée ; l'attorney-général est devenu tout blême, et l'on a vu cet autre Hébert s'approcher du banc des ministres pour demander s'il devait requérir contre l'audacieux député de la jeune Irlande.

« Smith O'Brien n'en a pas moins continué imperturbablement son speech. « On m'appelle traître », s'est-il écrié ; mais c'est le ministère qui sera traître s'il joue ici le rôle que Guizot et Metternich ont joué chacun dans son pays. »

« L'ex-ministre Guizot assistait à la séance, et il a pu entendre cette apostrophe.

« Du reste, rien ne prouve que la soirée et surtout la nuit du lundi au mardi se soit passée sans événement. Le Sun, dans sa quatrième édition, annonce même un incident de nature à faire pressentir que le parti chartiste ne se tient pas pour battu : « Lorsque la réunion chartiste s'est dispersée à Kennington-Common, dit ce journal, M. E. Jones, du haut d'un chariot sur lequel il était monté, a déclaré qu'il y aurait ce soir même un meeting chartiste dans Blackfriars-Road. »

### ITALIE.

Avant de recommencer la lutte avec son peuple, le roi de Naples a pris ses précautions pour s'esquiver dans le cas d'insuccès. Il tient, depuis quatre ou cinq jours, dit une correspondance, trois paquebots où il a placé ses bagages les plus précieux et son trésor, abrités sous le Castello-Nuovo, qui défend le palais et le port. De là une évasion serait pour lui aussi prompt que facile.

— A la suite des dernières nouvelles, il n'y avait pas eu encore de bataille réglée en Lombardie. On lit dans une correspondance :

« Il y avait dans Brescia 500 officiers autrichiens et 800 soldats prisonniers. Ils sont dans la plus grande détresse ; on les a enfermés au château. Le commandant en chef des volontaires a maintenant sous ses ordres environ 15,000 hommes, tous bien décidés. Charles-Albert lui a envoyé un aide de camp pour combiner ses opérations avec les siennes. Le roi est arrivé à Crémone avec une partie de son armée.

« Le gouvernement provisoire de Milan a obtenu l'adhésion de toutes les villes lombardes. Elles ont déjà nommé ou nommeront sous peu les représentants appelés à siéger dans le gouvernement provisoire. Padoue, Modène et Parme sont aussi entrées en correspondance avec le gouvernement de Milan pour concerter avec lui les moyens de resserrer et de consolider l'union italienne par la plus large et la plus sincère expression du vœu national.

« Tout en s'occupant activement des mesures militaires propres à assurer le succès définitif de l'insurrection, le gouvernement provisoire ne néglige pas les actes d'organisation intérieure. Ainsi il vient de rendre aux Israélites, par un décret du 30 mars, le plein exercice des droits civils et politiques. Il a supprimé la ligne de douane que l'Autriche avait élevée contre la Sardaigne et la Lombardie. »

Udine (province de Frioul), le 25 mars. — Le gouvernement provisoire de la province a publié ce qui suit :

« Comme il importe au plus haut point que nous soyons prévenus avec promptitude de tout mouvement des troupes autrichiennes sur notre frontière, il sera expédié par les curés et les municipalités des messagers à cheval sur Udine pour avertir le gouvernement provisoire de toute apparition de troupes sur le Palfero, vers Cormons ou vers l'isonzo. En même temps on rassemblera les gardes nationaux et au besoin la population en masse.

« A la réception du présent décret, les curés réuniront leurs paroissiens pour en faire lecture à l'autel ; ils leur exposeront le devoir de défendre la patrie, et exciteront leur enthousiasme pour la sainte cause de l'indépendance. »

Le gouvernement provisoire d'Udine a envoyé son adhésion à celui de Venise, reconnu directeur ; il lui demande des fusils et des canonniers. Nous avons de l'artillerie, de la poudre et des volontaires ; les fusils seuls nous manquent.

### AUTRICHE.

L'Autriche est en pleine dissolution.

Le 25 mars, un comité national provisoire a rédigé à Agram une pétition qui sera présentée à l'empereur et qui renferme les demandes de la nation illirienne. Le comité exige entre autres : réunion de la Croatie, de l'Esclavonie, de la Dalmatie et des confins militaires ; un ministère spécial, indépendant et responsable à la diète de ces royaumes ; convocation de la diète réunie pour le 1<sup>er</sup> mai ; diète annuelle, qui siégera alternativement à Agram, Esseg, Zara et Fiume ; égalité de droits et d'impôts, banque nationale, restitution des caisses nationales, suppression de toutes les lignes de douane vis-à-vis des autres parties de la monarchie ; élections des officiers de l'armée parmi les nationaux, suppression des corvées, abolition du célibat.

— On lit dans une autre correspondance allemande :

« Le 4<sup>er</sup> avril, il y a eu à Vienne une grande manifestation contre la loi sur la presse. Une députation a été envoyée auprès du ministre de l'intérieur, M. Pilletdorff, pour demander le retrait de cette loi. Le ministre a promis d'accéder à ce vœu.

« Le lendemain 2, une nouvelle démonstration a eu lieu en faveur de l'unité de l'Allemagne. Les étudiants armés ont parcouru la ville, le drapeau aux trois couleurs en tête, et ont traversé les cours du palais impérial, fœ qui n'avait jamais été accordé à des troupes armées.

« L'empereur Ferdinand a paru au balcon, a demandé un drapeau tricolore et a agité son chapeau au milieu des cris d'approbation et de joie. »

### PRUSSE.

Le roi de Prusse recule. La diète, qui ne devait avoir d'autre mission que de faire une loi électorale, est appelée à voter des subsides ; le gouvernement aussi l'a chargée de choisir les hommes qui devront représenter la Prusse au parlement allemand, alors que les mêmes représentants ont été dans d'autres États, dans le duché de Bade par exemple, élus directement par le peuple. Le roi de Prusse veut tout faire par sa diète ; mais il est très-probable que l'assemblée qui va être élue déclarera nul tout ce qui a été fait en dehors d'elle, peut-être la loi électorale elle-même. Un petit nombre de membres de l'assemblée ont refusé de prendre part à ces opérations. Une nombreuse réunion des habitants de Cologne a protesté contre la nomination des députés par la diète.

— On écrit de Berlin, 6 avril, à l'Indépendance :

« Une certaine agitation a régné en ville dans la soirée d'hier. Les ouvriers sont mécontents. L'ouvrage commence à manquer et le prix des vivres augmente. On n'était pas sans craindre des troubles dans la Friedrichsstadt. A quatre heures, une troupe d'à peu près 200 ouvriers a traversé la place du Château. Ils se sont dirigés vers la Königsstrasse. Ils voulaient détruire une fabrique qui se trouve dans cette rue. On a réussi à les calmer, et la nuit a été tranquille. Cependant des personnes qui prétendent savoir ce qui se passe parmi le peuple pensent que tout n'est pas terminé et que nous marchons vers une émeute. »

— De toutes parts, on craint une réaction. Le bataillon de la landwehr de Breslau a résolu de ne point quitter la ville, à moins qu'il ne fût question de pro-

téger la frontière orientale, de crainte qu'on ne voulût l'employer contre la cause du peuple.

Le gouvernement a permis aux provinces de Prusse orientale et occidentale de se faire représenter à la diète nationale germanique. Le duché de Posen n'est pas nommé dans la patente royale.

— Le gouvernement prussien se repent déjà de la promesse qu'il a faite, en un moment de peur, de réorganiser la nationalité polonaise. Des entraves de toute sorte sont opposées aux mouvements des Polonais pour la résurrection de leur patrie. Une proclamation vient de déclarer irréguliers les préparatifs militaires auxquels on se livre sur tous les points de la province.

Les propriétaires polonais de la province de Prusse ont convoqué, pour le 5, une assemblée à Culm. Leur intention est de demander le rétablissement de la Pologne dans les frontières de 1772. Le même jour aura lieu aussi une réunion d'Allemands pour préparer la voie à un accord avec les habitants qui parlent la langue polonaise.

A Czarnieka, un conflit semblait à craindre entre les Polonais et les paysans allemands.

Le comité polonais de cette ville a proclamé la république, abattu l'aigle prussienne et relevé l'aigle polonaise.

Des voyageurs arrivés de Russie à Königsberg assurent qu'il n'est pas vrai que des forces russes considérables se concentrent près de Kowna : il n'y a là tout au plus que quelques centaines d'hommes.

### BADE.

On se préoccupe vivement dans le duché de Bade de l'arrivée des ouvriers allemands qui se dirigent de Paris sur l'Allemagne. Les gouvernements profitent de cette inquiétude pour augmenter leurs forces militaires, résister au besoin à un mouvement populaire et même appuyer une réaction. Cette attitude a été signalée dans la seconde chambre des états de Bade par le député Brentano. La commune de Fribourg en Brisgau a envoyé à Carlsruhe une députation pour protester contre l'entrée de troupes allemandes quelconques dans le duché. Elle n'a pas voulu recevoir le maître des logis wurtembergeois.

Au reste, les idées républicaines dominent dans tout le duché. A Achern (cercle du Rhin central), il y a eu, le 2 avril, une assemblée populaire dans laquelle on a adopté, comme programme, le projet du parti démocratique dans le parlement provisoire tenu à Francfort le 31 mars dernier, concernant les droits du peuple allemand. L'assemblée s'est déclarée prête à réaliser ce programme au prix de ses biens et de sa vie.

### RUSSIE.

Il paraît que l'attitude belliqueuse affectée par le czar à l'arrivée des nouvelles de France a excité un assez vif mécontentement, même en Russie. Le journal officiel de Saint-Petersbourg cherche à pallier le mauvais effet produit par les fanfaronnades du brachate autocrate. Misérable matamore, rabats les crocs de la moustache de singe, après avoir si stupidement tronqué les sourcils. Empereur, tu t'es fait peur à toi-même !

### ESPAGNE.

Madrid est actuellement divisé en quatre quartiers militaires dits *Palacio* (Palais), *Correos* (Poste), *Prado*, *Barrios bajos* (Quartiers bas).

Le premier est sous les ordres du général baron de Meer, le deuxième sous les ordres du général Cordova, le troisième sous les ordres du général Aspiroz, le quatrième sous les ordres du général Oribe.

### Faits divers.

Les élèves des écoles se réuniront, le 13 avril, dans un banquet, au Château-Rouge, à quatre heures du soir. Le citoyen maire de Paris a promis de s'y rendre. Les concierges des écoles reçoivent les souscriptions pour le banquet.

— La prison de Doullens est entièrement vide en ce moment. Le fameux Bou-Maza doit être enfermé au fort du Ham.

— Le maire de Paris délègue le citoyen Paillard, directeur de l'hôpital Saint-Anioine, pour veiller à l'inscription sur les listes électorales de tous les citoyens qui se trouvent dans les hospices et hôpitaux du département de la Seine.

— Le 7<sup>e</sup> bataillon de la garde mobile, caserné rue de Rivoli, commandé par le citoyen Brissot-Thivard, ancien officier de l'infanterie de marine, donne un touchant exemple de fraternité. Ces jeunes soldats mettent en commun leur paye pour leurs repas, et ils appellent chaque jour à partager leur modeste ordinaire quelques ouvriers privés de travail.

— On lit dans l'Ami du Peuple du citoyen Raspail :

« La contre-révolution commence tellement à marcher la tête haute, que le titre de républicain semble peu à peu devenir un titre de réprobation ; et pourtant la France est de cœur républicaine. Les républicains forment partout l'immense majorité du pays ; les opposants ne sont qu'une fraction numérique sans poids dans la balance du pays.

— Dans sa dernière séance, le club de l'Homme armé a décidé qu'un tronc destiné à recevoir les dons patriotiques sera établi dans le lieu des séances du club. Cinq délégués ont été nommés pour inviter les différents clubs de la capitale à suivre cet exemple.

— On s'occupe, dit-on, au ministère de l'intérieur de la création de deux établissements d'intérêt général ; il s'agirait de bains publics et d'un spectacle situé aux Champs-Élysées, dans lequel le prix uniforme des places établirait le véritable système de la fraternité républicaine. Ce théâtre serait destiné à des représentations de pièces patriotiques. Nous supposons que ce n'est pas la suite de la concession faite à des particuliers de terrains appartenant à l'État. Que l'État lui-même institue ses théâtres nationaux, sans intervention de l'industrie particulière et d'un capital étranger.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.